

"AVEC VOUS, FRANCHIR UN NOUVEAU CAP"

JACQUES AUXIETTE
LA GAUCHE EN ACTION

AUXIETTE2010.FR

Premier tour :

Les enjeux du scrutins,
les 5 bonnes raisons pour soutenir
la gauche en Action dès le 14 Mars

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 887

11 mars 2010

prix: 0,70 €



Ensemble pour faire gagner la gauche en action dès le 14 Mars

■ STX

La mobilisation de soutien aux salariés de STX a rassemblé plusieurs milliers de personnes ainsi que l'ensemble des partis de gauche

■ Total

P 3

Retour sur les batailles en cours à Total qui ont notamment touché le site de Donges

■ De MAP à HK

P 5

Le groupe Ministère des Affaires Populaires se produit à Saint-Nazaire le 19 Mars. L'occasion d'une rencontre avec le chanteur HK qui sera présent à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique 2010 avec sa nouvelle formation.

P 5

■ Hommage à Dulcie September



La conseillère régionale sortante Michèle Picaud a participé à la soirée de célébration du 20ème anniversaire de la libération de Nelson Mandela organisée par le PCF. L'occasion pour l'élue de revenir avec émotion sur sa rencontre avec Dulcie September.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Le langage de la vérité ?

En parlant de « l'assainissement » des fonds publics de la Grèce, l'économiste en chef du FMI n'y va pas par 4 chemins pour expliquer son programme : « Ce sera extrêmement douloureux » précise-t-il... « Les sacrifices au niveau des salaires sont inévitables » Le diagnostic vaut pour tous les pays de la zone euro et, à l'écouter « les efforts » devraient se prolonger durant dix ou vingt ans...

Le prochain sur la liste

A juger des déficits des principaux pays les « plus riches » de la planète (dont la France), la question que nous sommes en droit de nous poser est : à qui le tour maintenant ? Faut-il attendre quelques péripéties électorales ici ou là ? Les propos de nos dirigeants nationaux sont en tout cas des plus inquiétants si l'on en croit leur approche sur les questions des retraites...



Faut bien meubler...

Pas facile à quelques semaines des régionales de dire « Ca ne va pas bien » quand on est ministre du gouvernement de Sarkozy. Alors on meuble à l'instar de Christine Lagarde qui, égale à elle-même déclare « Je crois que l'année 2010 va être une année de retournement ».

Ou bien la « grande » apprend à faire le pied de chène ou bien elle crois seulement et prend ses rêves pour des réalités... à suivre...

Un aveu de taille

La première locataire de Bercy vient de déclarer que « Le jour du changement de statut de la poste est un jour de célébration » Voilà un aveu qui a au moins le mérite d'être clair de la part de la ministre des finances. Elle célèbre ainsi l'ouverture à la privatisation de la poste tant voulu par le monde libéral.

Quelle crise...

Depuis 2005, 20 000 emplois ont été supprimés dans le groupe... et pourtant les affaires ne marchent pas trop mal pour France Télécom qui vient de publier ses résultats pour 2009. Le bénéfice du groupe a atteint 2,9 milliards et les dividendes versés aux actionnaires représentent 3 milliards... La crise ne se vit pas de la même façon que l'on soit d'un côté ou de l'autre du mur...

Quant aux banques...

Pas une seule ne verse une larme à l'annonce des résultats de l'année passée. Les affaires sont si juteuses que certaines envisageraient même de parler de rembourser les milliards que l'état leur a accordé. Mais prudence tout de même si remboursement il y a, l'urgence n'est pas de mise. 2013 ferait l'affaire si l'on en croit la BPCE...

Point de vue

par Michel Rica



Dimanche prochain aura lieu le 1^{er} tour des élections régionales. Nicolas Sarkozy, l'UMP, la droite et leurs amis du MEDEF ont décidé de mettre le paquet dans cette région des Pays de la Loire puisque c'est l'actuel 1^{er} Ministre François Fillon qui l'avait fait perdre à la

droite en 2004. Et c'était une gauche unie, rassemblée qui avait permis de gagner.

Aujourd'hui, c'est la droite qui est rassemblée dès le 1^{er} tour, des centristes jusqu'à De Villiers.

Cette droite qui casse l'emploi comme on le voit dans l'industrie de notre département et partout dans le pays, cette droite qui démantèle les services publics, qui remet en cause les retraites, celle qui expulse les pauvres de leur logement. C'est cela que nous vivons dans notre pays avec la droite au pouvoir et qu'ils veulent amplifier en gagnant la région.

A la région, les élus communistes avec 8 élus dont 2 Vice Présidents ont permis pendant 6 ans de mettre en œuvre des propositions que porte le parti communiste français, à l'exemple de la commission de contrôle des fonds publics, dont la présidente est communiste.

C'est ce regard responsable sur le bilan et la volonté

de poursuivre, qui a permis qu'une majorité de communistes de notre département, fassent le choix d'une gauche rassemblée dès le 1^{er} tour.

Les salariés en lutte, ceux des Chantiers Navals avec qui nous étions mercredi dernier pour exiger des commandes, les milieux populaires, celles et ceux qui sont dans la rue lorsque les organisations syndicales sont rassemblées, attendent aussi de la Gauche qu'elle se rassemble sur des contenus ancrés à gauche.

Ces femmes et ces hommes savent qu'ils n'ont rien à attendre des divisions à gauche, qui ne peuvent permettre qu'à la droite rassemblée de prendre l'avantage au 1^{er} tour des régionales.

Oui, c'est au 1^{er} tout que tout va se décider, alors que les instituts de sondages annoncent des taux records d'abstention, et que nous savons que ce n'est pas les beaux quartiers qui s'abstiennent.

L'ampleur du résultat de la liste « La Gauche en Action » sur lesquelles sont engagés

Gilles Bontemps, Véronique Mahé, Aymeric Seasau, Sabine Mahé et Yves Tual, est une garantie pour empêcher la droite de revenir.

Ne permettons pas à Béchu, celui que Nicolas Sarkozy appelle « son petit frère » et au sinistre De Villiers de mettre la main sur la région.

C'est pourquoi nous allons jusqu'à dimanche, mener campagne pour qu'aucune voix ne manque à la liste « La Gauche en Action » conduite par Jacques Auxiette.

Les milieux populaires, celles et ceux qui sont dans la rue lorsque les organisations syndicales sont rassemblées, attendent aussi de la Gauche qu'elle se rassemble sur des contenus ancrés à gauche.

Fin de campagne en rase campagne ?

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, les élections se suivent et se ressemblent malheureusement sur un point: L'abstention progresse.

Les municipales de 2008 avaient vu le record d'abstention à ces élections depuis 1959 et avec près de 60% d'abstention, les européennes semblent avoir confirmé la règle.

Déjà, les enquêtes d'opinion annoncent un nouveau record d'abstention pour les régionales 2010. Les polémiques qui se sont imposées, de l'affaire Frêche à l'affaire Soumaré sont apparues bien lointaine et bien futiles par rapport aux préoccupa-

tions de l'opinion.

Dans les pays de la Loire, les opposants à l'aéroport Notre Dame des Landes sont parvenus à imposer un débat qui dépasse les compétences de la région et qui apparaît en décalage avec les préoccupations populaires déterminées avant tout autour des problématiques d'emploi et de pouvoir d'achat.

Des mots absents de la campagne Béchu. De fait, la surrenchère populiste du camp Sarkozy ne fait plus recette. Mais elle trouble bien au-delà de l'électorat de droite et porte à nouveau discredit sur la politique. Reste à savoir qui mobilisera son camp. Après avoir mis l'emploi au centre de son projet pour le mandat à venir, la majorité régionale rassemblée sur la liste de



la gauche en action lance toute son énergie dans la reconquête de l'électorat populaire, c'est de sa mobilisation que dépendra l'élection. Favorisant l'abstention dans l'espoir de mieux mobiliser son camp, Béchu prévient déjà ceux qui estiment

que les sondages déterminent l'élection: « J'ai toujours fait 7% de plus que ce que les sondages me donnaient ». Les dynamiques de gainne passent donc par le résultat au premier tour pour les listes qui s'affronteront au second.

De vous à moi...

Qu'est ce que l'art du camouflage comme sait le faire le caméléon, la faculté de pratiquer l'illusion tel le magicien, ou le moyen de faire rire ou bien pleurer comme le cinéma. En période électorale... c'est le sondage d'opinion bien évidemment. Ce fameux sondage qui nous dit partir de l'image de l'instant pour fabriquer le futur mais qui en réalité n'est que manipulations et « tentatives de mise en condition ».

Regardons de plus près... à quoi bon allez voter si les jeux sont faits si la page est déjà écrite... C'est le message que les sondeurs voudraient nous faire passer. La gauche serait la grande gagnante des régionales pouvant même, s'il vous plaît, reprendre les deux régions qui lui manque à son palmarès. La vie est toute autre. Ne cherchons pas à donner des « presque certitudes » sans tenir compte des réalités.

Aujourd'hui, la moitié de l'électorat n'ira peut-être pas voter dimanche, parmi eux, ceux, une majorité de ceux qui sont les plus victimes de la crise, du chômage, des difficultés de finir la fin du mois ou de regarder tout simplement leur avenir.

Alors quelque soit le sondeur, ses résultats, ses analyses, le tapage qui est fait autour, une chose est certaine : Ne laissons aucun espace qui permettrait à la droite de gagner ces élections. Militons jusqu'au dernier instant pour que la gauche unie puisse poursuivre son action en votant pour la liste « La gauche en action » conduite par Jacques Auxiette.

Y.C.

**VITE LU
VITE DIT**

**Pour la droite,
Yves Tual
est le candidat
à abattre**

Après Béchu dénonçant sur France 3 le colistier CGT d'Auxiette responsable du blocage du port, c'est au tour du porte parole de l'UMP Frédéric Lefèvre de lancer:

« Messieurs Auxiette et Yves Tual, son colistier CGT seraient bien inspirés de saluer publiquement l'engagement du Président de la République et du gouvernement ».

Messieurs Béchu et Lefèvre se montrent par contre bien plus discrets sur les terribles effets d'une réforme portuaire qui vise à vendre les ports à la découpe. Réforme que combattent pied à pied les salariés du port qui savent nécessaire le soutien des collectivités de gauche aux luttes qu'ils mènent depuis plusieurs années.

La droite ne s'y trompe pas en focalisant sur la candidature du communiste et syndicaliste portuaire.

De quoi inspirer le vote pour la liste « La Gauche en Action », la liste dans laquelle figure Yves Tual, le meilleur ennemi de la droite!

**NPA :
Ne pas y aller!**

Confinés dans leur sectarisme, le NPA et son jeune facteur ne font plus recette. Même les médias si prompts à leur donner la parole, semblent les lâcher.

Le réflexe anti-communiste restant tenace, c'est en Ile de France qu'Olivier Besancenot a choisi de se présenter misant sur son charisme pour faire concurrence au dirigeant communiste Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche.

La liste « Tous ensemble la gauche vraiment » sur laquelle figure le Front de Gauche est pourtant conduite par le NPA en Loire-Atlantique et affiche fièrement le soutien d'Olivier Besancenot...

Tempête Xynthia : Après la catastrophe, la région des Pays de la Loire adopte un plan de 20 M €

La tempête Xynthia a lourdement frappé les côtes du littoral atlantique. Dans notre région la situation est tout particulièrement dramatique. C'est le cas en Vendée — dans les communes de La Faute et L'Aiguillon-sur-Mer où des lotissements ont été littéralement noyés sous les eaux — mais aussi dans notre département. Au sud de la Loire, le bourg des Moutiers-en-Retz a été inondé, le port ostréicole du collet ravagé. Plus au nord, au Croisic, à La Baule, l'eau de mer est aussi entrée dans les maisons, elle a également endommagé les marais salants de la presqu'île guérandaise. Un drame, pour les habitants qui voient leurs biens endommagés ou perdus, pour les professionnels de la mer, pour les agriculteurs de ces secteurs qui voient le fruit de leur travail anéanti.

L'ampleur du désastre a demandé dès les premières heures **une mobilisation et un engagement des services publics : pompiers,**

agents des collectivités territoriales, salariés d'ERDF et de GRDF... Loin des clichés véhiculés par les membres du gouvernement, ils montrent qu'ils sont des rouages

essentiels à la vie dans nos collectivités.

Reste à l'Etat d'aider à la reconstruction et au réaménagement des zones sinistrées, aux assurances de faciliter et d'accélérer l'indemnisation des habitants et des professionnels.

La région des Pays de la Loire a réagi rapidement à la catastrophe. Le 3 mars dernier elle adoptait un plan tempête de 20 Millions d'€. Les trois points



entreprises et artisans (paludiers, ostréiculteurs, agriculteurs, secteur de la plaisance...), par le soutien à la filière touristique, par l'aide à la formation en cas de chômage technique...
- Le financement et la reconstruction des protections du littoral

Aussi, il sera nécessaire de faire l'analyse des raisons de la catastrophe engendrée, il est vrai, par une

tempête exceptionnelle. Le président de la République, en donneur de leçons, en appelle aujourd'hui au strict respect de la loi littoral alors qu'il souhaitait, il y a peu, en réduire les contraintes... **Il ne faudra pas faire l'économie d'une réflexion sur l'urbanisation sauvage du littoral, devenu un enjeu spéculatif pour des bétonneurs peu scrupuleux.**

essentiels de ce plan :

- La solidarité envers les familles et les communes; par des subventions directes aux communes ou aux CCAS, par l'aide à la réouverture des services publics et des équipements de première nécessité, par l'hébergement des jeunes lycéens...

- Le maintien et la relance des activités économiques; par la création d'un fond d'avance aux

La Gauche en action mobilisée pour l'emploi industriel et les chantiers navals de Saint-Nazaire



Depuis le début de la crise, l'emploi industriel paie un lourd tribut. Les licenciements succèdent aux heures de chômage partiel et nombre de salariés se retrouvent sur le carreau. Dans notre département 3000 emplois industriels ont été détruits en une année. Les employés les plus précaires ont d'abord été touchés : les intérimaires, les CDD se sont retrouvés sans contrat allant ainsi alimenter les rangs du pôle emploi. Pour ceux qui ont la chance d'avoir gardé leur travail, il leur est demandé de s'adapter à la situation de crise, le patronat

bénéficiant ainsi d'une main d'œuvre corvéable et malléable à merci. Manitou, Trelleborg, FMGC, Goss, les chantiers navals... la liste est longue des entreprises où les employés ont trinqué.

C'est pour défendre la richesse de l'emploi industriel dans notre département, et en particulier la construction navale, que plus de 4000 salariés ainsi

que l'ensemble des forces politiques de Gauche ont manifesté à Saint-Nazaire le 3 mars dernier. Il faut dire qu'au x

sentant seulement 5 à 6 mois de travail. Autre piste, celle d'une commande de deux bâtiments militaires russes. Ces deux commandes distinctes, si elles apportent un souffle au chantier, n'amènent aucune solution sur le long terme. Les élus communistes, comme les syndicats **en appel-**

conserver le savoir faire des salariés, travailler à la diversification de la production, c'est tout un bassin d'emploi qui est en attente aujourd'hui ! Le président Sarkozy a déclaré qu'il ne laisserait pas tomber les chantiers navals, mais la situation n'est pas nouvelle et il a été beaucoup plus rapide pour sauver des banques privées. Il faut en finir avec le chômage partiel, les départs volontaires, la sous-traitance à bas coût !

Les chantiers sont le poumon de l'emploi nazairien, s'ils devaient s'arrêter, c'est toute une région qui aurait le souffle coupé.

L'appel au secours des salariés et des syndicalistes, relayé par les élus communistes à la CARENE, dans la région nazairienne, au conseil général et à la Région qui doit enfin être entendu par l'Etat.



chantiers le moral est au plus bas. Le carnet de commande vide depuis plusieurs mois, peine à se remplir. L'armateur MSC aurait l'intention de passer commande d'un paquebot repré-

lent depuis plusieurs mois à l'Etat actionnaire. C'est aussi à lui de prendre ses responsabilités et d'assurer la pérennité de la construction navale à Saint-Nazaire. **Il faut**

Le dossier.

Régionales

5 enjeux pour le 19 Mars

■ Barrer la route à la droite de Sarkozy !

2004, surprise, la région Pays de la Loire bascule à droite. A la faveur de la dynamique nationale, Fillon est battu malgré le rassemblement de sa liste avec celle d'Arthuis.

2010, la droite veut sa revanche et concentre ses efforts sur les Pays de la Loire. Depuis des mois, la

région est annoncée gagnable malgré le très mauvais état de la droite dans l'opinion.

La sociologie de la région, le fait que 4 conseils généraux sur 5 restent à droite malgré les projets de la gauche aux élections locales aident à définir les possibles à droite. Sarkozy a donc travaillé le

terrain: D'abord en annonçant Bachelot, écartée après l'épisode des vaccins de la grippe A.

Il a donc imposé Béchu, le plus jeune président de conseil général de France qui avait échoué de peu aux municipales à Angers avant de virer en tête aux élections européennes.

Puis il a travaillé sans relâche au rassemblement de la droite, en ralliant à la fois De Villiers et le sénateur centriste mayennais Arthuis

qui avait réalisé un honorable score de 12% en 2004. Enfin, il a dépêché Franck Louvrier, le responsable de la communication présidentielle sur place. Au soir du premier tour, un score élevé de la droite peut créer la dynamique s'il distance de beaucoup



celui de la gauche en action.

"AVEC VOUS, FRANCHIR UN NOUVEAU CAP"

JACQUES AUXIETTE
LA GAUCHE EN ACTION

AUXIETTE2010.fr

Face à une droite qui a réussi l'unité large de tout son camp, la multiplicité

■ Rassembler la gauche et continuer ensemble pour la région

des listes nuit à la dynamique à gauche.

Pourtant, le bilan de la majorité régionale et notamment celui des élus communiste est apprécié par les militants. C'est ce qui a amené la majorité des adhérents de Loire-Atlantique, de Maine et Loire et de Mayenne à faire le choix du rassemblement de la gauche de la même manière qu'une partie des verts ne se retrouvant pas dans le

cavalier seul de leur parti. La question posée, celle de la cohérence politique trouble le message à gauche. Comment des militants et élus constituant ensemble des majorités de gauche dans la plupart des collectivités locales peuvent ils se retrouver en concurrence à l'occasion d'un premier tour, alors même qu'aucune discussion n'a pu avoir lieu sur les contenus?

D'autant que la recherche de l'union face aux mauvais coups portés par le pouvoir de droite traverse tout à la fois les mouvements sociaux et les débats politiques à gauche.

Le rassemblement de toute la gauche, sans exclusive, en travaillant à des contenus transformateurs constitue l'actualité politique et sociale et participe des débats identitaires des communistes.

■ Gagner des élus communistes

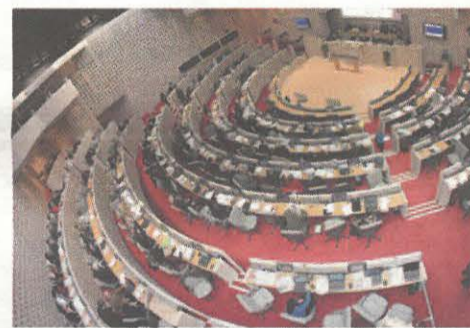
Le débat sur rôle et la place des élus communistes dans un environnement institutionnel hostile est questionné à chaque élection.

Il s'agit pourtant d'un élément constitutif de l'identité propre au Parti Communiste Français depuis des décennies. En faisant le pari novateur du Front populaire, ou

encore en participant, sur la base du programme du conseil national de la résistance, au gouvernement dirigé par De Gaulle à la libération, les élus communistes ont marqué la république française de leur trace avec des réformes d'envergures. Le choix de travailler à la fois dans le champ des luttes sociales et dans le champ

institutionnel en travaillant au rassemblement de la gauche définit un choix que les communistes n'ont jamais renié. Celui-ci s'oppose à une extrême gauche, de Laguillers au NPA de Besancenot qui refuse de participer à des majorités de gauche. C'est encore le cas avec la liste « tous ensemble la gauche vraiment » qui veut proposer une « fusion technique » à gauche plutôt que de contri-

buer au rassemblement majoritaire au second tour. Seul le vote pour la liste de la gauche en action permettra l'élection d'élus communistes organisés au sein d'un groupe communiste uni et porteur des propositions du parti en cohérence avec ce que les communistes portent



depuis des années pour leur département et leur région.



3ème région industrielle de France, les Pays de la Loire sont confrontés de plein fouet à la crise du capitalisme. Les destructions d'emplois et les heures de chômage techniques se comptent par dizaine de milliers.

Si la situation de l'emploi sur le sol national dépasse de loin les compétences des régions, la gauche en action veut

■ Face à la crise, une urgence: L'emploi

porter son projet à la hauteur de l'enjeu économique et social. Les propositions des communistes en la matière ont été notamment mieux prises en compte. La liste propose la création d'une « sécurité sociale professionnelle » garantissant l'accompagnement de chaque salarié menacé ou victime du chômage.

Une conférence régionale annuelle pour l'emploi sera organisée avec les acteurs du monde économique en premier lieu desquels, les salariés. La région peut jouer sur le levier du crédit pour favoriser l'accès des entreprises aux investissements. Enfin, tout versement d'une aide régionale sera Accompagné d'un

contrat de progrès partagé sur les trois volets environnemental, social et économique.

Le 14 Mars, le vote pour défendre l'emploi régional à partir des compétences des régions, avec la certitude de disposer d'élus communistes garants de la mise en œuvre de ces propositions, c'est celui pour la gauche en action.

■ Développer les atouts régionaux

La région pays de la Loire et son bassin d'emploi sont structurés autour d'atouts forts.

L'environnement et la qualité de vie en font partie, tout comme les fleurons industriels que sont la navale, l'aéronautique, l'automobile.

La gauche en action pose comme enjeu que les Pays de la Loire doivent « rester la 3ème région industrielle de France » d'abord, et affiche la détermination à « intégrer le défi écologique ». Au-delà, la gauche en action propose de

« Soutenir de nouvelles liaisons ferroviaires » et d'accompagner le grand port Nantes-Saint Nazaire considéré comme un « véritable poumon économique et social ». Contrairement aux autres listes de gauche, celle de la gauche en action propose une vision stratégique qui n'oppose pas l'emploi, le développement

industriel et celui des infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaire à la protection de l'environnement.

Le soutien à l'aéroport Notre Dame des Landes en est une illustration, come celui au développement du port ou encore à l'extension de l'offre voyageur.

IL EST TEMPS QUE LA DROITE SE PRENNE UNE BONNE GAUCHE.



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

8 mars :
100 ans de luttes
pour les droits des femmes



Message d'espoir et de reconnaissance

Une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint. 20 décès sont déjà recensés depuis le début de l'année. L'adoption unanime par l'Assemblée Nationale de la proposition de loi

contre les violences faites aux femmes, fruit de la mobilisation des associations féministes et de parlementaires, est un réel pas en avant contre la violence conjugale.

Tout en regrettant...

Le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE) disparaît. Il vient d'être intégré à la direction générale de la cohésion sociale. Les femmes se verront donc traitées en tant que public cible, alors qu'elles constituent la moitié de la population française et le thème de l'égalité sera un simple enjeu de cohésion sociale !

Plus grave encore !

Le réseau déconcentré des déléguées régionales, chargées de mission départementales et leurs collaboratrices, que le SDFE aimait jusque là, se retrouve éclaté et dilué avec des situations différentes selon les départements. C'est un recule d'une trentaine d'années ! A ce rythme là, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes ne sera effective que dans plusieurs siècles ! D'autant plus que nous observons dans certains domaines de réelles remises en cause des acquis, notamment le droit à l'avortement.

Contre la double violence

Manifestons pour obtenir une véritable protection des femmes étrangères.



Ni pauvres ni soumis

Pour la 5ème fois, le collectif alerte la population sur la situation des personnes handicapées. Chaque 3ème samedi du mois, ils manifestent à Nantes pour sensibiliser le public et exiger une revalorisation de l'allocation adulte handicapé qui se monte aujourd'hui à 611,58 euros.

Liste rouge

Face à la multiplication des suicides, l'Etat a lancé un plan visant à prévenir le stress au travail. Les entreprises de plus de 1000 salariés avaient jusqu'au 1er février pour mettre en place leurs bonnes pratiques. Six entreprises du département sont épinglées par le ministère du Travail, comme la SEMITAN, l'ACCOORD, les Mutuelles de Loire-Atlantique... C'est-à-dire qu'elles n'ont soit pas conclu d'accord, soit pas ouvert de négociations sur la prévention du stress.

Il faut en être !

Lors du sommet social du 15 février, le Président de la République n'a apporté aucune réponse concrète, il s'est limité à annoncer une série de rendez-vous.

Il renvoie la question des chômeurs en fin de droits à une concertation avec le secrétaire d'Etat à l'emploi. Alors que les organisations syndicales ont récemment dénoncé les atteintes au statut général des fonctionnaires, le gouvernement ne dit rien non plus sur le malaise dans la Fonction publique. Au nom de la RGPP, il supprime des emplois au détriment des missions des services publics. La dégradation des conditions de travail et de l'emploi touche les salariés du privé comme du public. Concernant les retraites, avec un projet de loi annoncé dès septembre 2010, le calendrier reste serré.

Les organisations syndicales - CFTD, CGT, FSU, Solidaires, UNSA - affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction de inégalités.

Elles décident d'une mobilisation interprofessionnelle unitaire, d'une journée de grèves et de manifestations dans tout le pays le 23 mars afin de peser sur ces différents rendez-vous.

Elles réaffirment que la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.

« Sur les retraites, cela sera au Parlement en septembre, les choses vont aller vite. Il ne faut pas perdre de temps pour que les salariés prennent la parole sur ce sujet s'ils ne veulent pas voir de nouveaux sacrifices se présenter devant eux » : affirmait B. Thibault (CGT) à la sortie du Sommet social.



Les retraités dans l'action



Le montant de la pension de retraite moyenne se situait en 2008 à 1212 euros par mois. Sur les 14 millions de retraités, 4 millions perçoivent le minimum contributif (579,85 euros par mois en 2008) et plus de 5 millions perçoivent en 800 et 1 100 euros mensuellement. La situation des femmes retraitées est

particulièrement dure: une retraitée sur deux perçoit moins de 900 euros, une sur trois moins de 700 euros par mois.

Le 24 février, 500 retraités CGT, CFTD et CFTC étaient dans les rues de Nantes pour exiger une augmentation immédiate d'au moins 300 euros.

Conflit TOTAL, la question de l'indépendance énergétique de notre pays est posée.



Des centaines d'emplois, l'avenir d'un site industriel et de toute une branche d'activité et, en dernière instance, une part de l'indépendance énergétique du pays. Ce sont tous ces enjeux qu'en quelques jours de grève, les salariés des raffineries de Total ont propulsé au premier plan de l'actualité politique, économique et sociale, plaçant la direction de ce groupe tout puissant ainsi que le gouvernement sur la défensive.

« S'il s'avère que la France a une capacité de raffinage qui va diminuant pour des raisons de rentabilité financière, cela veut dire que notre pays sera plus dépendant » déclarent les organisations syndicales.

La lutte qu'ont menée les salariés de la raffinerie de Donges entre pleinement dans cette préoccupation. Au-delà de la solidarité avec leurs collègues de Dunkerque, c'est bien la

question de l'emploi pérenne qui se pose. Quel avenir pour la raffinerie de Donges ?

La lutte solidaire des salariés des raffineries Total soutenue par bon nombre de salariés d'entreprises sous-traitance a permis des avancées non négligeables allant dans le sens des revendications exprimées.

Mais peut-on avoir pleinement confiance dans les déclarations de la direction et du gouvernement rassurantes sur la pérennité du site alors que le groupe investit dans des unités de production modernes en Inde.

Qu'en est-il réellement du projet du tracé de la voie ferrée permettant le contournement de la raffinerie, détournement indispensable au développement de celle-ci ?

Toutes ces questions ont été évoquées lors d'une rencontre de soutien avec les élus communistes de Donges et du Canton.

La défense des petits continue

Les modes d'accueil et la scolarisation des jeunes enfants sont dans la ligne de mire, respectivement, de la directive européenne « services » et des suppressions de postes d'enseignants.

Depuis le printemps 2009, les actions du collectif « Pas de bébés à la consigne ! » ont permis de repousser la publication du décret d'accueil collectif des jeunes enfants. Il faut maintenant empêcher l'application. Personne ne veut de crèches « low cost », d'accueil de petits en surnombre, d'une réduction drastique des personnels qualifiés...

Le 11 mars, une journée d'action est organisée pour exiger un véritable plan d'urgence pour un accueil de qualité de la petite enfance.

Une carte-pétition est à signer sur le site : www.pasdebebesalaconsigne.com



Collectif
Pas de bébés à la consigne !
<http://www.pasdebebesalaconsigne.com>

Pour améliorer et développer les modes d'accueil et la scolarisation des jeunes enfants

Evènements, culture, idées.

Réchauffement climatique (2/2) :

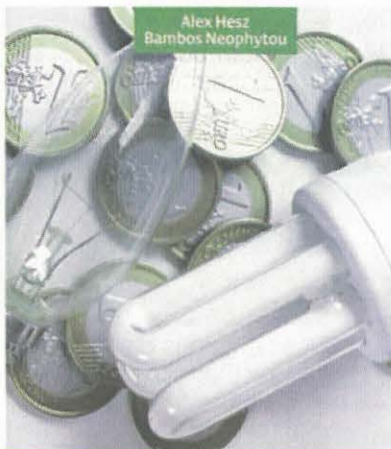
Une Grande Peur millénariste ?

De la science à la politique, puis de la politique au marketing, en effet, selon les auteurs britanniques de "Écologie, culpabilisez et payez !" [1] une culture de communication toute puissante est née. Pour eux, sa nouvelle rhétorique a accédé au trône, la reine Peur : "Cette peur merveilleuse, atroce et accessible à tous, c'est la Peur Verte".

Culpabilité

L'impact du changement climatique et des phénomènes environnementaux dans notre psychisme collectif expliquerait même comment cette Peur Verte a pu devenir un catalyseur de la culpabilité des consommateurs. Au début, remarquent-ils, "nous avons regardé les mers asséchées de l'Asie centrale et les morceaux de la banquise arctique qui tombaient, en nous écriant avec un sentiment de catastrophe imminente: "Mon Dieu, qu'allons nous faire ?" Et nous avons cherché dans les rayons de Castorama les ampoules basse consommation qui devaient nous sauver. Mais, désormais, nous nous posons une tout autre question : "Qu'avons-nous fait ?". C'est sur cette culpabilité toute neuve que les entreprises fondent

désormais leur stratégie de marketing "vert" ou "écologique". Ses campagnes et mes-



ÉCOLOGIE
CULPABILISEZ et PAYEZ!

sages qui essaient de conférer une auréole verte, plus ou moins méritée aux entreprises, peut s'appeler écoblanchiment.

Principe de précaution

Le comité Nobel, lorsqu'il a attribué son prix de la Paix à Al Gore et au GIEC, nous a alerté: "Il pourrait y avoir un risque accru de conflits violents et de guerre entre et au sein des Etats". Comme le souligne S.Galam, au nom d'un "principe de précaution" désormais inscrit dans la Constitution, c'est donc plutôt la guerre qui fait ainsi son entrée officielle dans l'extension du domaine de la lutte contre le réchauffe-

ment climatique. Que se passera-t-il, si demain les pays occidentaux réduisent de concert leur production, au prix d'une décroissance drastique de l'économie et de leur niveau de vie, tandis que d'autres pays, "agresseurs de la planète", ne le feront pas et continueront de vouloir croître? « La seule solution pour éviter le réchauffement et ses conflits collatéraux reviendra alors à neutraliser leur production de CO2 par le recours à une guerre préventive salvatrice ».

Un schéma malheureusement bien établi d'application du principe de précaution qui a déjà servi de prétexte à de nombreuses agressions militaires dans le passé, sans fondement comme la suite l'a montré. Pour S.Galam, « c'est comme si le Nobel de la paix avait été attribué au président Bush avant le déclenchement de la guerre en Irak. Le niveau de validité de leur certitude sur la possession d'armes de destruction massive par le régime irakien n'était pas plus grand que celui d'Al Gore et du GIEC en ce qui concerne la culpabilité humaine dans le réchauffement climatique ».

Millénarisme

Pour le philosophe

Alain Badiou, "notre impuissance est déjà assez grande, hélas, face aux ennemis réels, pour que nous ne tombions pas dans le panneau d'ennemis imaginaires" [2]. L'idée de l'écologie, une "idéologie très puissante", d'être tous unis dans une sorte d'Union Sacrée pour sauver la planète face au réchauffement climatique, "est tout de même assez grossière". Brecht, s'il était là, "aurait écrit une pièce où le chœur des gens bêlerait : "Sauvons la planète !", tandis que les margoulins s'enrichiraient". Il assimile l'écologie à un millénarisme, "croyance en une grande catastrophe finale". Sans nier le réchauffement climatique, il critique cependant sa "transformation en une idéologie créant un état d'esprit à la fois terrorisé et impuissant". Or, "plutôt que de pactiser avec les banques vertes sous un prétexte climatique", dit-il, "il faut s'attaquer à la domination du capital, et s'extirper de sa propagande "démocratique"".

[1] Alex Hesz, Bambos Neophytou, "Écologie, culpabilisez et payez !", Music & Entertainment Books, 2010, 236 p., 19,90 ?

[2] Alain Badiou, "La philosophie et l'événement", Ed. Grm, 2010, 184 p., 16 €

LIRE

Énième bavure de l'histoire policière

A chaque nouvelle publication des deux coauteurs - un thésard nantais et son directeur de recherche bourguignon - on hésite chaque fois un peu plus devant l'achat et à la lecture d'ouvrages d'édition par tranches d'un travail universitaire non encore validé par un jury académique.

On y retrouve les mêmes pratiques désolantes que dans les ouvrages précédents (voir NLA 837) : utilisation massive et acritique des archives policières, conjectures préconçues et aventurées.

S'agissant cette fois de « L'affaire Guy Môquet » - titre "vendeur", aux accents juridico-policiers - c'est avant tout d'un procès instruit à charge qu'il est question, avec un verdict préétabli de deuxième mort pour Guy Môquet. Et certes moins de révéler et de dénoncer le "mythe" Guy Môquet, que de réitérer les arguments les plus rabâchés d'un anticommunisme recuit, même si, en passant, il convient de reconfigurer le jeune héros en pauvre gogo. Car, malgré toutes les proclamations éditoriales auto-satisfaites - comme sur l'exhaustivité et la rigueur de l'investigation archivistique - rien qui ne bouleverse et renouvelle pourtant en quoi que ce soit l'historiographie la plus éculée et conventionnelle sur la résistance communiste. C'est d'ailleurs pourquoi l'opuscule reçoit, sans sourciller, les éloges d'un large éventail politique allant du FN au PS, en passant par l'UMP et le MoDem.

Plus préoccupant cependant : au prétexte de la récupération et de l'instrumentalisation de G.Môquet par N.Sarkozy, certains professionnels de l'histoire se satisfont eux-mêmes de ces piètres justifications pour ne pas avoir à obtempérer à l'injonction présidentielle de lire sa dernière lettre en classe ? Trop pressés de renvoyer dos-à-dos Sarkozy et PCF, au lieu de cautionner ce genre d'ouvrage style S.Courtois, ils seraient mieux inspirés de s'opposer à toutes ces dérives et manipulations politiques de la pratique historique, fussent-elles perpétrées au nom d'une dénonciation sélective des mythes mémoriels.

J-M Berlière et F.Liaigre, « L'affaire Guy Môquet, enquête sur une mystification officielle », Larousse, 2009, 12€.



VOIR...

MAP en concert le 19 mars au VIP



HK, un ministre des affaires populaires chante AU VIP (à St-Nazaire - 21h).

Il sera aussi sur la fête

des nouvelles le 23 mai prochain accompagné de ses potes les saltimbanks. Ils dénoncent toujours les injustices qui sévissent dans notre beau pays et qui accablent toujours les mêmes : les chômeurs, les pov' gens, ces faïnénants de français qui ne travaillent pas assez, ces salauds de pauvres qui sont de plus en plus nombreux, ces étrangers qui menacent l'identité de la France. HK et les saltimbanks c'est une musique faite pour chanter, danser et rire mais aussi pour se lever, s'indigner et se révolter.

MÉDIAS

Humour de la dérision

Les politiques sont la cible favorite des humoristes qui ne cessent de repousser les limites de la dérision.

La Croix vient d'y consacrer un intéressant dossier. Un humour de dérision dont Coluche fut le précurseur ambigu, et qui tourne aujourd'hui à la confusion.

Les "Guignols de l'info" ciblent, entre autres, François Hollande, un brave type affublé d'un rire niais, pas en mesure de diriger le PS, et encore moins de

conduire un pays. Un dimanche sur deux, dans « Vivement dimanche prochain », sur France 2 " Anne Roumanoff, à travers des brèves de comptoir,



présente une vision caustique des "people" et de la vie politique r. Cible favorite : Nicolas Sarkozy. Sa popularité atteint des sommets et elle est devenue un véritable phénomène médiatique.

Stéphane Guillon, sur France Inter, se paie volontiers Dominique Strauss-Kahn, suspecté d'abus de pouvoir et de relations avec une col-

laboratrice. Sa direction lui ayant demandé de "lever le pied et de ne pas plaisanter avec le physique de Martine Aubry", il la compare derechef à un "buffle" et la traite de "pot à tabac", afin de bien montrer qu'il peut tout se permettre à l'antenne.

Tous les matins sur RTL, Laurent Gerra imite à répétition ceux qui font l'actualité. Jack Lang est sa cible favorite. Si l'imitation est parfaite, la parodie vise

souvent en dessous de la ceinture.

Pour l'éditorialiste de La Croix, "Les humoristes, aujourd'hui omniprésents sur les radios et les télévisions, visent les puissants, politiques, médiatiques ou religieux. Ils jouent sur la caricature - du physique et des idées - et n'hésitent pas à dauber sur les vies privées". Certes il est bon qu'il y ait des "fous du roi" le risque existe de dérive démagogique et populiste. Et il flotte ainsi dans l'air du temps l'idée qu'il n'est aucune valeur qui vaille et que tout engagement peut et doit être tourné en ridicule. Est-ce une si bonne chose pour les mobilisations, et pour la démocratie ?

près de vous

La Baule

Qu'on se le dise : On ne fait pas de politique à la Baule

Le dernier conseil municipal a voté une subvention de...1500€ pour Haïti; impossible de faire plus a déclaré le Maire suite à une demande des élus de gauche ; "Je suis le garant des deniers publics" assure-t-il.

Quant à la demande de Gérard DENOYELLE de voter une résolution exigeant l'annulation de la dette d'Haïti, Mr METAIREAU a répondu qu'il n'en était pas question, qu'il s'agissait de politique nationale et que l'on ne faisait pas de politique au sein du conseil municipal de La Baule.

Rezé

La lettre des élus communistes



Les élus communistes rezéens viennent de faire paraître leur 4ième lettre à l'attention de la population de la ville. Ils y traitent les questions de l'enfance, des derniers projets pour leur ville et donnent à voir les positions adoptées par les quatre élus du groupe en conseil municipal.

Nantes Métropole

Quel développement durable et avec quels moyens ?

Le sommet de Copenhague, s'il n'a eu que peu d'effets réels, a une nouvelle fois posé la question des enjeux environnementaux en lien avec le développement.

Comme le remarquent les élus communistes de la métropole nantaise, les déclarations d'intention du gouvernement en la matière ne sont d'aucune utilité quand les moyens viennent à manquer pour les collectivités.

« A l'heure où la réforme des collectivités territoriales se met en place, à l'heure où est annoncée la suppression de la taxe professionnelle, d'aucuns sont dubitatifs. Comment dans ce contexte futur de vaches maigres, financer les programmes liés à l'environnement et au développement durable? ». Une question qui malheureusement risque de se poser dans de nombreux autres domaines.

L'invité

■ Hommage à Dulcie SEPTEMBER

Le 18 février dernier, Michèle PICAUD, conseillère régionale des Pays de la Loire, participait au 20ième anniversaire de la libération de Nelson Mandela. Elle a lors de cette journée, rendu hommage à Dulcie SEPTEMBER, représentante de L'ANC en France, assassinée le 29 mars 1988 à Paris, au lendemain d'une visite à Trignac. Dulcie avait été invitée dans la ville par l'Union des Femmes Françaises devenu aujourd'hui Femmes Solidaires.

« Pour resituer le contexte, s'engager contre l'apartheid n'était pas une affaire si simple, nous avions un besoin énorme d'explications, nous étions en plein boycott de l'information et la solidarité ne pouvait voir le jour que par la connaissance. La venue de Dulcie SEPTEMBER à Trignac représentait un moment privilégié d'échanges.

Les Nations unies qui avait qualifié l'apartheid comme crime contre la conscience et la dignité humaines, nous donnait aussi à comprendre à quel point le gouvernement de la France n'était pas prêt à emboîter le pas de la justice et de la raison. Dans cette histoire, il portait de lourdes responsabilités.

Le parti communiste avec son Comité des droits de l'homme et des libertés a eu un rôle politique formidable pour impulser un mouvement qui s'est alors considérablement élargi. Il fallait du courage politique aux nombreux intellectuels, aux artistes, à de nombreuses personnalités d'horizons divers pour se retrouver côte à côte sur les mêmes tribunes, et se positionner publiquement, dans un climat tendu et répressif.

« L'apartheid doit disparaître de notre langage ! » répétait inlassablement Dulcie. Ce soir là à Trignac, elle avait évoqué celles et ceux qui luttèrent dans le monde pour la démocratie, l'égalité des droits, les libertés, trop souvent au péril de leur vie. Après son assassinat, ses funérailles interminables tant nous étions nombreux, étaient une magnifique riposte et un message clair à l'adresse du gouvernement français : nous ne baisserons jamais les bras.

Il nous faut aujourd'hui transmettre cette mémoire indispensable aux jeunes générations. Le nom de Dulcie SEPTEMBER est d'ailleurs porté sur les frontons des salles municipales, des rues, des écoles, comme c'est le cas à Trignac ou à Saint-Nazaire...

C'est parce que le temps passe qu'il est urgent de donner chaque jour plus de force à ces mots : Respect des humains ! Respect des droits humains ici comme partout dans le monde ! Egalité ! Solidarité ! Paix ! Libertés ! Le nom de Dulcie est aujourd'hui encore un enjeu pour que vive l'esprit de la démocratie. »



Hommage à Dulcie September, place du Colonel Fabien, le 16-02-10

Michèle PICAUD
Conseillère Régionale des Pays de la Loire

L'activité

■ Basse-Goulaine

Sauvons le service public postal

2.3 millions de citoyens s'étaient opposés à la privatisation de la Poste qui depuis le 1er mars dernier est devenu une société anonyme. Ce changement de statut est le prélude à la privatisation du service public postal dans le cadre de l'ouverture du marché du courrier en 2011, recommandée par les directives européennes. La communication, l'échange postal entre personnes ne sont pas des marchandises mais un droit inaliénable pour chaque personne et pour l'intérêt général. Dans les quartiers populaires, les zones rurales, partout, La Poste est un lien. Elle est utile au développement économique, notamment pour les petites entreprises, les commerçants et les artisans. La volonté des dirigeants de la Poste et du gouvernement de rentabiliser l'entreprise pour mieux la privatiser se traduit tous les jours sur nos territoires par la transformation de bureau poste de plein exercice en guichet annexe, en agence postale communale ou en relais poste commerçant.

C'est le cas aujourd'hui sur Basse-Goulaine, commune de plus de 8000 habitants. Le bureau de poste est devenu depuis le 1er décembre 2009 guichet annexe du bureau de Vertou avec 3 suppressions d'emplois sur 5. Avec seulement deux employés pour répondre aux besoins des usagers, la qualité de service rendu va considérablement se dégrader.

Malgré plusieurs tentatives sans succès lors des conseils municipaux pour impliquer la municipalité dans la défense du service public mon combat continue.

Joël COURTOIS – Conseiller municipal de Basse-Goulaine.

■ Région

Michèle PICAUD et Hubert DELAHAIE passent la main

Les deux élus régionaux, Michèle PICAUD et Hubert DELAHAIE ont souhaité passer la main pour le prochain mandat. Ils ne seront donc pas de la nouvelle équipe. Ils pourront cependant partir fièrement, sûr du travail accompli. Fort de leur engagement ils ont participé à la réussite de l'équipe sortante.

Michèle PICAUD s'était tout particulièrement engagée contre les discriminations. Membre de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté, elle a toujours souligné « l'urgence de la lutte contre les injustices et les inégalités entre les hommes et les femmes ». Elle fut également, pendant ce mandat, présidente de la commission culture au Parc naturel régional de Brière.

Quant à Hubert DELAHAIE, il a été secrétaire de la commission finance. **Portant la voix des communistes pour une fiscalité plus juste**, il aura dénoncé sans relâche les réformes de la TP et l'utilisation de l'argent public fait par l'Etat en ces temps de crise.

Leurs engagements, leur ténacité et leur courage politique mis au service du groupe communiste et des citoyens de la région ont permis de rendre utile les propositions communistes. Nous les remercions de leur engagement militant tout au long du mandat qu'ils prolongent actuellement en participant activement à la campagne de la gauche en action pour permettre à nouveau l'élection de 3 conseillers régionaux communistes de Loire-Atlantique.



■ St-Joachim

Haïti : Halte au colonialisme !

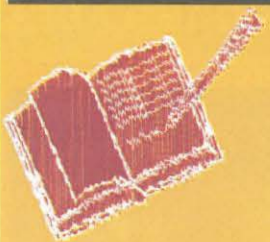


Le groupe des élu(e)s communistes de Saint-Joachim a proposé une délibération concernant la catastrophe qui s'est déroulée à Haïti. Celle-ci a été adoptée en séance du conseil municipal. Cette délibération appelle la communauté internationale à amplifier l'aide d'urgence et à placer le redressement et la reconstruction du pays sous la responsabilité de l'ONU. Autre demande, celle de l'annulation de la dette qui s'élève à plus d'un milliard de dollars. Une dette qui comme il est précisé, est plus celle des pays occidentaux qui ont un devoir de réparation envers les haïtiens après tant d'années de domination et de pillages.

En effet, domination coloniale, dictature sanglante, ont ruiné ce pays. Comme le pensent les élus de Saint-Joachim **la vulnérabilité d'Haïti aux catastrophes naturelles, les pénuries alimentaires ne sont pas des accidents.**

En dernier lieu, ils exigent que les fonds destinés à l'aide et à la reconstruction ne donnent ni lieu à un nouvel endettement, ni ne soit le prétexte pour administrer l'île en lieu et place des Haïtiens.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Meeting

Mercredi 10 mars :
Meeting de la liste « la gauche en action » à 20H00 à la cité des congrès de Nantes.

Comité du souvenir

Samedi 13 mars :
Assemblée générale du Comité départemental du souvenir à 9H00, Hôtel Rosmadec à la Mairie de Nantes.

Elections régionales

Dimanche 14 mars :
1er tour des élections régionales.
Dimanche 21 mars :
2ème tour des élections régionales.

Soirée débat

Mardi 23 mars :
Soirée débat sur le thème : « la violence faite au travail » à 20H30, à la Maison des Syndicats de Nantes, salle F.

Le 8 février 1962 : le massacre de Charonne



Cela faisait 8 ans que la guerre d'Algérie avait plongé dans un bain de sang tout un pays qui aspirait à l'indépendance nationale et à la fin de la colonisation française. Depuis 1954, des centaines de milliers d'Algériens avaient péri, victimes de l'entêtement du gouvernement français à maintenir coûte que coûte

l'Algérie au sein de l'empire français. Des milliers de jeunes français étaient aussi allés se battre, entraînés dans une sale guerre dont beaucoup ne comprenaient pas les raisons. Beaucoup ne revinrent jamais, beaucoup d'autres survécurent mais ne parvinrent pas à oublier cette guerre, traumatisés. Le 8 février 1962, les partisans de la paix organisent une manifestation, des syndicats, des partis de gauche dont le Parti communiste français et des associations pacifistes comme le Mouvement de la Paix. Cette manifestation était une réponse aux actions et aux attentats perpétrés par l'extrême droite réunie au sein de l'OAS pour combattre l'indépendance de l'Algérie. En fin de journée, à la hauteur de l'arrêt de métro Charonne à Paris, la police charge les manifestants pacifistes avec une brutalité rare. Le bilan de ce crime d'Etat est très lourd : 250 blessés et 9 morts, tous militants du PCF et de la CGT.

Le 8 février dernier, comme tous les ans au cimetière de la Gaudinière à Nantes, un hommage a été rendu à la nantaise Anne Claude GODEAU, militante communiste et de la CGT, assassinée à Charonne. Des militants et dirigeants du PCF et de la CGT ont assisté à la cérémonie.

Rencontre débat sur le manifeste du Parti communiste

Le samedi 27 mars à 14H30 au siège de la fédération du PCF aura lieu une rencontre débat sur le thème « comment comprendre aujourd'hui le manifeste du Parti communiste ». L'initiative est co-organisée par les Vétérans du PCF de Loire-Atlantique et le Mouvement des Jeunes Communistes. Yvon QUINIOU, Philosophe, auteur de nombreux livres sur Karl MARX, sera présent pour donner des éléments de réflexion et de compréhension sur cette œuvre mondialement célèbre qui a fait du communisme une théorie économique, sociologique et politique.



Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Une première réunion de préparation de la fête départementale du PCF s'est tenue. La programmation politique et musicale a été discutée et des premières idées validées. Le thème politique de la fête sera consacré à : « Faire tomber les murs », le mur de l'argent, le mur de Berlin, le mur entre Israël et la Palestine, le mur du silence contre la détention de Salah HAMOURI dans les geôles israéliennes. Pour la programmation musicale et les concerts, « les Flamingos », « Little Bob », « Pigalle » et « HK et les saltimbanks » sont annoncés.

La Fête!
rebelle et fraternelle

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Huma café

Le prochain rendez-vous de l'Huma café aura lieu le vendredi 26 mars à 18H00 au Salon de Musique du Lieu Unique à Nantes. Il aura pour thème :

« Mao, le Singe et le Tigre »

Cette nouvelle rencontre-débat de l'Huma café comptera avec la participation d'Alain ROUX, Professeur émérite à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales. Spécialiste de l'Asie, son dernier ouvrage qui s'intitule précisément « Mao, le Singe et le Tigre » revient sur l'itinéraire politique du grand timonier, objet historique incontestable du 20ème siècle et élément de référence controversé du Parti communiste chinois. Il demeure une personnalité importante dans la Chine contemporaine malgré son autoritarisme, la violence et les drames qu'engendrèrent l'exercice de son pouvoir.

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Robert BERNIER, cheminot à la retraite, militant communiste de la section de Nantes. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.



L'éthique en entreprise

Par Pierre VANSTEEN, étudiant.

Si vous regardez la publicité, vous apprendrez que Total produit de l'énergie propre, que la Société générale vous fait gagner de l'argent ou encore que Danone s'occupe de la nutrition de vos enfants ...

Quelle horreur ! A coup sûr, tout le monde ne connaît pas la définition de l'honnêteté.

Nos entreprises ne communiquent jamais sur leurs valeurs de fondation mais sur les valeurs qui touchent les français : le respect de l'Homme et de l'environnement. Et plus elles communiquent, moins elles appliquent.

C'est ce qui me fait dire que l'éthique n'existe pas dans l'entreprise et je comprends bien pourquoi : dans notre société libérale, l'initiative personnelle est sans contrainte, le capital fait ce qu'il veut et ce qu'il veut c'est la rentabilité à tout prix. Le problème c'est qu'il n'existe pas de contre-pouvoir fort au capital qui permettrait de faire appliquer une charte éthique.

Le seul moyen de retrouver de la morale dans nos entreprises est de stopper cette dictature du capital, bref, en nationalisant. Ce

combat c'est ensemble que nous devons le mener. Mais nous devons aussi mener des actions individuellement : nous devons travailler en restant au maximum ce que nous sommes, en respectant nos valeurs.

« Dans notre société libérale, l'initiative personnelle est sans contrainte, le capital fait ce qu'il veut et ce qu'il veut c'est la rentabilité à tout prix »

C'est pourquoi, en temps que futur ingénieur et futur acteur de l'entreprise, je crois nécessaire que règne au sein d'une équipe, un climat de confiance et de solidarité pour un meilleur travail en commun. C'est un devoir pour chacun des membres d'un même groupe de travail et un besoin pour faire vivre l'éthique dans une

entreprise, permettre les bons comportements et le travailler ensemble. Cela implique bien évidemment que les meilleures conditions de travail possibles soient la préoccupation permanente de la direction d'une entreprise. Sur ce sujet, il reste beaucoup à faire..

